Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 47 (1974)

Heft: 11

Artikel: Ordures et démocratie

Autor: Sauer, Jean-Jacques

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-127681

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 22.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Ordures et démocratie

L'homme se distingue des animaux par la quantité de déchets qu'il produit. Cette particularité est d'autant plus nette que ces déchets ne sont pas tellement composés de matières organiques que la nature dissout et réintègre dans les cycles biologiques, mais qu'ils sont mal ou pas dégradables, parfois toxiques, ou si abondants qu'ils détériorent le milieu, rendent l'eau dangereuse, l'air irrespirable et le sol infécond. Si l'art de détruire son propre milieu vital est une expression de l'intelligence, l'homme d'aujourd'hui en est bien pourvu. Malheureusement, il se pourrait bien que cet art signifie non seulement que son intelligence ne le protège pas toujours de grossières erreurs, mais aussi que sa sensibilité aux qualités du milieu et à sa dépendance des conditions naturelles, ainsi que les normes du comportement collectif à cet égard, sont en voie d'atrophie grave.

On trouve évidemment des optimistes pour estimer que l'homme s'adaptera à un milieu pollué ; on en trouve pour dire que l'utilisation de l'énergie atomique ne doit pas être retardée, car si les résidus radio-actifs posent un problème, nos descendants seront plus intelligents que nous et le résoudront bien.

Jusqu'à maintenant, l'homme tenait à transmettre quelques biens et un outil de production en bon état à ses enfants ; aujourd'hui, il semble envisager sereinement de leur léguer un problème empoisonné. Pourtant, d'autres sources d'énergie sont utilisables, et des économies importantes sont possibles.

Sur cette pente où l'homme pousse sa prétendue maîtrise de la nature jusqu'à la destruction, *qui* doit prendre la responsabilité de freiner la machine et de redresser la situation ? Les responsables politiques évidemment, mais en collaboration avec tous les citoyens, puisque l'effort de chacun est nécessaire. Nous sommes au pied du mur du progrès ; nous sommes aussi au pied du mur de la démocratie, qui meurt de l'inertie du citoyen consommateur ; c'est aussi cette docilité qui nous met au pied de la montagne des déchets et nous vaut ces monuments de la civilisation contemporaine qui sont les stations d'épuration et les usines d'incinération.

Ce préambule a pour but d'introduire une réponse à un type d'article que représente bien la citation tirée du « Monde » dans « Habitation » de juillet 1974, au sujet des emballages perdus. On y présente un aspect très partiel du problème des déchets, et l'on relève la difficulté de trouver une solution convenable et réaliste de recyclage ou de réutilisation des emballages.

Or, il me semble que pour l'essentiel, cette difficulté ne tient pas aux questions techniques de séparation des déchets selon les matières premières à récupérer. Des centaines de communes en Suisse se mettent actuellement à procéder à des ramassages du papier et du verre, avec plus ou moins de conviction et d'organisation. La commune de Davos vient de publier les comptes de son service de ramassage du vieux papier, dont le bénéfice net représente 133% des dépenses.

Il est évident qu'il serait très intéressant de récupérer en grand le métal, le papier, le verre et le plastique jetés aux ordures et détruits à grands frais par des procédés polluants. Il est aussi évident que l'on pourrait faire diminuer considérablement le gaspillage de produits à un usage, comme les emballages ; peut-être y arrivera-t-on en partie avec la future loi sur la protection de l'environnement ?

Mais il est surtout évident que les autorités, des communes jusqu'à la Confédération, doivent prendre des mesures pour permettre la récupération de la plus grande partie des déchets eux-mêmes gaspillés, alors qu'ils ont une valeur qui peut procurer des recettes non négligeables pour les communes. La récupération pourrait en effet non seulement réduire de 9/10 les 250 à 300 millions dépensés en Suisse pour éliminer les ordures ménagères, mais encore rapporter par ailleurs un bénéfice aussi élevé aux communes et faire fortement diminuer les inconvénients des systèmes actuels de destruction des ordures.

Il faut ajouter que transformer du papier ou du plastique en chaleur ou en panneaux de construction sont de mauvaises opérations, puisque la récupération directe est nettement plus rentable économiquement et nettement moins polluante que ces formes douteuses de recyclage.

On a constaté jusqu'à maintenant que les citoyennes et citoyens, autant jeunes que vieux, sont sensibilisés aux questions de protection de l'environnement et d'économie des matières premières. Mais trop souvent ce sont les autorités qui sont en retard sur les citoyens, et ne croient pas à la participation de la population à une organisation de récupération pouvant permettre de remettre dans le circuit économique plus des 3/4 des matières jetées aux ordures.

Ces mêmes autorités qui se plaignent de la passivité et de l'abstentionnisme des citoyens, devraient analyser des domaines pratiques dans lesquels les citoyens ne demandent qu'à collaborer et développer des initiatives utiles pour tous, avant de décider de ce que le peuple veut ou de ce qu'il est capable de faire.

Si les citoyens n'ont qu'à voter tous les quatre ans, la démocratie est morte. Mais si les autorités savaient demander à chacun un effort de chaque jour dans les tâches d'utilité générale, qu'elles concernent les déchets, la protection de l'environnement, le respect d'autrui ou l'économie des deniers publics, alors les citoyens retrouveraient le sens de la communauté locale et des intérêts de la population, et donneraient un sens concret et positif au mot politique.
Quel beau contraste que de trouver au niveau des problèmes locaux d'ordures un moyen d'intéresser les gens à la politique pratique, alors que les « grands problèmes », autoroutes, centrales atomiques ou politique énergétique, urbanisme ou aménagement national, suscitent méfiance, opposition ou indifférence et sentiment d'impuissance.
Pour bien des citoyens, la démocratie n'est pas loin d'être tombée dans la poubelle ; elle pourrait en resurgir aussi un peu si Messieurs les municipaux voulaient bien se pencher sérieusement sur... les ordures !

Jean-Jacques Sauer, économiste
Institut du génie de l'environnement EPFL

Industrie et propreté des eaux

En vingt ans, entre 1950 et 1970, la charge polluante de nos cours d'eau et lacs a pu être sensiblement réduite grâce aux efforts conjugués des pouvoirs publics et de l'industrie. Or, en 1980 – malgré l'existence des stations d'épuration – la charge polluante de nos eaux sera supérieure à ce qu'elle était au moment des premiers efforts d'assainissement. Ce phénomène s'explique par l'augmentation de la population, l'accroissement de la production et par le fait que les stations d'épuration publiques de type classique, c'est-à-dire conçues pour l'épuration des eaux usées ménagères ou domestiques, parviennent à éliminer 85% des matières polluantes d'origine humaine, mais seulement 60% des matières organiques carbonées contenues dans les eaux usées industrielles. Pratiquement toutes les eaux industrielles et artisanales passent par les stations d'épuration publiques, mais comme les techniques de traitement employées dans ces stations ne peuvent éliminer qu'un pourcentage fixe et seulement certaines séries de combinaisons organiques, il en résulte pour nos cours d'eau et lacs un résidu polluant soumis au même taux d'accroissement que la production d'eau usée.
Il n'est pas très sensé de vouloir charger les stations d'épuration publiques de tâches extrêmement élaborées, compliquées et coûteuses, les meilleures et les plus rentables mesures de protection des eaux étant celles prises par les entreprises au sein même de leur exploitation. En d'autres mots, ce qu'il faut préconiser, ce n'est pas la thérapie au niveau des stations d'épuration publiques, mais bien la lutte, dans l'entreprise, contre les sources du mal.
Pour l'heure, les techniques en place ne permettent pas encore d'éviter que l'eau constitue le moyen de transport d'une partie des déchets domestiques et notamment des déjections humaines. Les exploitations industrielles peuvent, par contre, aujourd'hui déjà gérer, ménager et économiser nos ressources en eau, par la séparation des matières nocives, par la récupération des éléments revalorisables contenus dans les effluents de fabrication et par le recyclage ou l'utilisation de l'eau en circuit fermé. Ce faisant, l'on n'empêchera peut-être pas tout déversement d'eaux usées industrielles dans les égouts, mais il n'en restera pas moins vrai que chaque réduction de la charge polluante est une victoire, le gage d'un meilleur résultat d'épuration et d'une amélioration de l'état de nos eaux.

Une question de prix
La question est, bien sûr, de savoir qui paiera la note.